

contre l'armée de guerre coloniale. Cette renaissance de l'anti-militarisme révolutionnaire au sein du contingent a contribué à la renaissance de l'anti-militarisme civil, avec l'apparition d'organisations de soutien aux luttes des appelés, mais surtout, dans les derniers mois, avec la prise en charge de ce soutien par les organisations du mouvement ouvrier lui-même, au niveau des sections syndicales, des unions locales, et même de certaines fédérations.

5.

Depuis mai 1968, la crise du système bourgeois de formation, loin de trouver une solution dans les réformes ministérielles successives, s'est maintenue et approfondie. Il n'y a pratiquement pas eu d'année sans levée en masse de la jeunesse scolarisée : affaire Guiot en 1971, mobilisation contre la circulaire Guichard en 1972, manifestations sans précédent contre la loi Debré en 1973, **avec pour la première fois l'entrée massive en lutte des apprentis du technique** qui, en 1974, ont lancé les premiers la lutte contre les lois Royer-Fontanet. Chaque mobilisation a permis d'enregistrer des progrès dans l'auto-organisation démocratique des mouvements de la jeunesse, jusqu'à l'apparition en 1973 des **comités nationaux de grève étudiants, lycéens et apprentis**. Chaque mobilisation a été l'occasion d'une bataille gagnée pour relier les luttes de la jeunesse à celles du mouvement ouvrier, ce qu'a symbolisé la manifestation unitaire des comités de grève étudiants-lycéens-apprentis et des confédérations syndicales, le 9 avril 1973.

6.

La crise sociale ouverte en 1968 a donné naissance à un mouvement d'émancipation des femmes aux caractéristiques nouvelles. Plusieurs facteurs conditionnent durablement ce phénomène.

D'abord, le développement dans toute la dernière période du salariat féminin. D'autre part, la politique du mouvement ouvrier réformiste qui, loin de lier la lutte des femmes contre l'exploitation économique à la lutte contre l'oppression patriarcale qu'elles subissent, glorifie l'ordre moral et familial régnant. Enfin, à la méfiance des femmes envers un mouvement ouvrier porté à reproduire en ses propres rangs les mécanismes d'oppression des femmes, s'ajoute la méfiance envers les expériences présentées comme socialistes, où la dégénérescence bureaucratique s'est accompagnée en fait de la restauration et de la perpétuation de l'ordre patriarcal et de ses valeurs. Il en résulte que le mouvement d'émancipation des femmes évolue spontanément vers des positions féministes. Mais l'extension du salariat féminin (lutte mixte contre l'exploitation, montée en flèche du nombre de divorces en fonction de la salarisation des femmes) et la montée générale de la révolution, **mettent en évidence l'imbrication de l'exploitation capitaliste et de l'oppression patriarcale**. De sorte que les courants féministes, nés depuis 1968, loin de se tourner vers le féminisme bourgeois et gouvernemental, à bout de souffle et de réformes, se tournent confusément vers le féminisme radical ou révolutionnaire. Il dépendra du rôle des militantes communistes dans le mouvement des femmes, et du rôle de l'avant-garde communiste au sein du mouvement ouvrier, de rendre possible l'insertion décisive du mouvement de libération des femmes dans le combat de classe pour le triomphe de la révolution socialiste. Tout en comprenant que l'avènement de la dictature du prolétariat ne suffit pas pour extirper brutalement, du jour au lendemain, toutes les racines millénaires, pré-capitalistes de l'oppression des femmes, ce qui doit nous conduire à reconnaître le bien-fondé

d'un mouvement autonome des femmes, avant comme après la prise du pouvoir et à en favoriser le développement.

7.

Pendant six ans, la classe ouvrière a réfléchi, mûri et assimilé l'extraordinaire expérience de mai 1968. Après une accalmie temporaire des luttes en 1969-1970, le nombre et la durée des grèves ont recommencé à augmenter. **De nouveaux secteurs**, de nouvelles couches, de nouvelles régions, qui avaient à peine bougé en 1968, **sont entrés en lutte**. En particulier les femmes (Thionville, Cerisay, etc.), les immigrés (Renault, Pennaroya, Câbles de Lyon, etc.). Aux grèves exemplaires mais isolées (Batignolles en 1971, le Joint Français en 1972) ont succédé des grèves tendant à s'étendre à l'échelle de la localité ou de la branche (Sécurité Sociale, banques, P.T.T.). L'élévation de la conscience de classe s'est traduite par l'adoption massive dans les luttes, et même dans les organisations syndicales de mots d'ordre tels que l'augmentation uniforme des salaires ou le contrôle sur les cadences. Elle s'est traduite par **le développement de l'auto-organisation ouvrière, avec les assemblées générales souveraines** contrôlant l'intersyndicale (Lip), dans certains cas, les **comités de grève** syndiqués et non-syndiqués, élus et révocables (E.G.F.-Brest, Crédit Lyonnais). L'existence d'un courant de soutien aux grèves **ouvrières s'est généralisé**, permettant de rassembler dans la lutte, dans la solidarité, parfois dans des comités de soutien, autour de la classe ouvrière, toutes les fractions de la population prêtes à choisir son camp. En revanche, si l'apparition de piquets de grève, durs et mobiles, a permis de renouer avec les traditions de l'**auto-défense ouvrière, ces expériences sont restées embryonnaires et fragiles** face à la multiplication des commandos patronaux et l'intervention de la police dans les usines.

La grève de Lip symbolise au plus haut niveau ces progrès de la conscience ouvrière et la tendance profonde des luttes : **occupations d'usines, grève active, contrôle ouvrier**. Face aux menaces actuelles sur l'emploi, la grève de Lip constitue un exemple et une référence irremplaçable ; elle inspirera la lutte des travailleurs contre les mesures de rentabilisation patronale, les licenciements et les fermetures d'usines.

8.

La révolution socialiste a devant elle une chance historique en Europe, et en France particulièrement. Cette chance tient à un contexte international d'une part : défaite partielle de l'impérialisme au Vietnam, extension de la crise du stalinisme (Tchécoslovaquie, Pologne), chute ou ébranlement des dictatures en Europe (Portugal, Grèce, Espagne), montée générale des luttes prolétariennes à l'échelle continentale. Et d'autre part, à la fusion des contradictions sociales accumulées depuis 1945 sur le plan national.

L'avenir promis par le capitalisme est des plus sombres : inflation, chômage, conséquences de l'urbanisation sauvage (nuisances, pollution), déséquilibres régionaux et démographiques. Parmi les gérants du capital eux-mêmes, l'euphorie générale des années 50 a fait place aux premières alarmes : dénonciation du gaspillage, lettre de Sicco Mansholt, crise de l'énergie. Loin de déboucher sur de nouvelles étapes intermédiaires entre capitalisme et socialisme, sur une restauration de la démocratie bourgeoise, **la crise de la société capitaliste met directement à l'ordre du jour la révolution socialiste**.

Deux systèmes, deux logiques, deux conceptions de la vie collective s'affrontent. Une société régie par les lois aveugles du marché, de la concurrence sauvage, de l'affrontement chaotique des initiatives